



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

www.reriss.org

Numéro 05

**REVUE D'ETUDES ET DE RECHERCHES
INTERDISCIPLINAIRES EN
SCIENCES SOCIALES**



ISSN: 2788 - 275x

Juin 2023



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

ORGANISATION

Directeur de publication

Monsieur BAHA-BI Youzan, Professeur Titulaire de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Directeurs de la rédaction

Monsieur TOH Alain, Maître de Conférences de Sociologie du Développement rural, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur DJE Bi Tchan Guillaume, Maître de Conférences de Psychologie génétique différentielle, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Secrétariat de rédaction

KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Maître de Conférences de Géographie rurale, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur SEHI Bi Tra Jamal, Maître de Conférences de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur BAH Mahier Jules Michel, Maître de Conférences de Sociologie du Politique, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Mademoiselle N'CHOT Apo Julie, Maître-Assistant de Sociologie de la Famille et de l'Education, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Madame KOUAME Solange, Maître-Assistant (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité Scientifique

Monsieur AKA Adou, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur AKA Kouamé, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ALLOU Kouamé René, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ASKA Kouadio, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ATTA Koffi Lazare, Directeur de recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BAH Henry, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Monsieur BANEGAS Richard, Professeur Titulaire (Institut d'Etudes Politiques, Paris, France)

Monsieur BIAKA Zasséli Ignace, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BOA Thiémélé Ramsès, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur CHAUCHEAU Jean Pierre, Directeur de Recherches (IRD, Montpellier, France)

Monsieur DAYORO Z. A. Kévin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DEDY Séri Faustin, Maître de Recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DOZON Jean Pierre, Directeur de Recherches (EHSS, Marseille, France)

Monsieur EZOUA C. Thierry A., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur GOGBE Téré, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur HAUHOUOT Célestin, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur IBO Guéhi Jonas, Directeur de Recherches (Université Nangui Abrogoua, Abidjan, RCI)

Madame KOFFIE-BIKPO Céline Yolande, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONE Issiaka, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUADIO Guessan, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU N'Guessan F., Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUASSI N'goran F., Directeur de Recherches (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUDOU Opadou, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DA Paul, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DOUBA Boroba F., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Monsieur TRA Fulbert, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité de lecture

Monsieur ADJA Vanga Ferdinand, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Monsieur NASSA Dabié Axel, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur AGNISSAN Aubin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KEI Mathias, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONIN Sévérin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU Ossei, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUDOU Landry Roland, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DIGBO Gogui Albert, Maître-Assistant (Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, RCI)

Madame LODUGNON-Kalou Evelyne (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NKELZOK KOMTSINDI Valère, Professeur Titulaire (Université de Douala, Douala, Cameroun)

Madame PIRON Florence, Professeur Titulaire (Université Laval, Montréal, Canada)

Monsieur YOMB Jacques, Maître de Conférences (Université de Douala, Douala, Cameroun)

Monsieur OTEME Appolos Christophe, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur OUAKOUBO Gnabro, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)



SOMMAIRE

Préface

BAHA-BI Youzan

Vivre avec la tuberculose en Côte d'Ivoire : perception du traitement, sentiments et contraintes des patients perdus de vue

N'GUESSAN Tenguel Sosthène.....1

Ressenti émotionnel et niveau d'attention soutenue des élèves déplacés internes en contexte de crise sécuritaire au Burkina Faso : analyse psycho-sociocognitive

ZONGO Yabré Awa Sandra Esther & N'DOUBA Boroba François.....21

Analyse de la sous-représentativité des femmes du RDR dans les instances de décision du District d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

BONEBO Ganhoulou Angeline Prisca & BAH Mahier `Jules Michel30

Enjeux de la participation du groupement féminin Abon-Aninhi dans la lutte contre le paludisme dans la sous-préfecture de Guéhiébly (Côte d'Ivoire)

N'Guessan Apollinaire KOUADIO & Abodjô Anne Jemima DAINGUI48

Conduites envers la salubrité du cadre de vie selon le mode de communication et le sentiment d'intégration environnementale chez des résidents de la commune de Yopougon (Abidjan- Côte d'Ivoire)

YEO Gnènèkan Kassoum & YEO Elisabeth.....60

Étude des rapports émigrés-familles d'origine dans les Départements d'Akoupé et d'Adzopé

GANLÉ Adélaïde Gouzoua72



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

PREFACE

La Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales vient apporter une réponse à une multitude d'interrogations des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs de l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences de l'Homme et de la Société (UFR-SHS) d'une part, et des étudiants de Master et de Doctorat d'autre part. Quatre raisons fondamentales justifient a priori ces interrogations et cette naissance.

- La première est que toute Université ou institution d'enseignement supérieur ne vaut que par la puissance de ses recherches et des résultats de celles-ci. Les colloques, les Séminaires, les journées scientifiques, les symposiums, les tables rondes ou tout autre meeting d'intérêt scientifique, à caractère national et ou international, doivent y contribuer.
- La deuxième est que les résultats et/ou les produits des travaux de recherche doivent être publiés pour être connus dans le monde scientifique. Telle doit être la vision ou l'ambition de tout chercheur. Telle est aussi la mission de toute revue scientifique de qualité.
- La troisième est que la recherche supporte l'enseignement et en assure la qualité et la pérennité. La recherche assure la renommée de l'Université sur le plan international. Cela est d'autant plus vrai que le Professeur HAUHOLOT Asseypo, ancien Président de l'Université de Cocody écrivait dans la préface de la première Edition 2000 de l'Annuaire de la Recherche ceci : « par sa dynamique holistique, la recherche apparaît comme le meilleur garant de l'avenir et de la solidarité qu'il n'est même pas exagéré de dire que toutes les autres activités tiennent d'elle leur légitimité. » La revue constitue indiscutablement en la matière le support idéal.
- La quatrième raison est que la promotion des Chercheurs et des Enseignants-Chercheurs, leur épanouissement scientifique, pédagogique et leurs profils de carrière dans les différents grades du CAMES passent inévitablement et nécessairement par les publications dans des revues de référence.

En rapport avec ces quatre raisons, il est à constater que depuis la fin des années 1980, l'éclatement de l'ancienne Faculté des Lettres Arts et Sciences Humaines en quatre UFR a consacré la disparition des Cahiers de la Faculté et des Annales de l'Université. L'UFR-SHS qui compte onze départements, dont six filières d'enseignement, trois Instituts et deux Centres de Recherche, ne dispose plus de revue à sa dimension. Il est bon de rappeler à juste titre que l'UFR-SHS est la plus grande de par ses effectifs d'étudiants (15 700), de Chercheurs et d'Enseignants-Chercheurs (500 environ) et de personnels administratifs et techniques « PAT » (100 environ).

S'il est vrai que chaque département fait l'effort de se doter d'une ou de deux revues caractérisées généralement par des parutions intermittentes ou irrégulières, à défaut de disparaître purement et simplement faute de moyen, il n'en demeure pas moins que cela est largement en deçà des attentes.



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Il va sans dire que la plupart des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs s'adressent à des revues étrangères en Afrique, en Europe et/ou en Amérique pour publier leurs travaux avec des fortunes diverses (rejets d'articles, retard des publications et longues attentes etc.).

C'est donc pour résoudre un tant soit peu ces problèmes que les équipes de recherche, les Conseils de département et le Conseil d'UFR-SHS ont suggéré la création de deux revues scientifiques à l'UFR.

La première sera destinée aux publications des travaux de recherche en sciences sociales et humaines. La deuxième revue publiera, outre les résultats des recherches en sciences sociales, les communications des spécialistes d'autres disciplines scientifiques (sciences médicales, juridiques, économiques, agronomiques, etc.).

Cela devra résoudre ainsi les problèmes d'interdisciplinarité et pluridisciplinarité dans la mesure où les sciences sociales sont des sciences transversales au carrefour de toutes les disciplines.

Pour ce faire, la périodicité à terme est de deux parutions annuelles, c'est-à-dire une parution semestrielle pour chaque revue.

En ce qui concerne particulièrement la Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (RERISS), l'on devra admettre des numéros spéciaux et des parutions exceptionnelles selon les intérêts et les enjeux du moment.

Il pourra, par exemple, s'agir des numéros spéciaux consacrés aux travaux d'étudiants (Doctorants et Masterants), des actes de colloques et séminaires, des études de projets d'intérêt scientifique avec des partenaires extérieurs, ainsi que de toute autre initiative pouvant aboutir à une mise en commun des travaux issus de plusieurs spécialités et sujets dans divers domaines de la recherche scientifique.

C'est l'exemple de ce tout premier numéro RERISS qui sera mis à la disposition du public en vue de bénéficier des critiques et observations de la communauté Scientifique pour une réelle amélioration.

Toutefois l'accent doit être mis (et ce serait l'idéal) sur les parutions thématiques semestrielles en rapport avec l'actualité du moment.

Si ce principe est acquis, l'on doit s'atteler à préserver ou à sauvegarder la pérennité de la revue et à assurer sa pleine promotion sur le long terme. Cette promotion et cette pérennisation doivent se faire grâce à la mobilisation et la détermination de l'ensemble des animateurs de la revue tous les grades universitaires confondus.

L'on doit ensuite s'atteler à régler la fameuse question de financement qui bloque généralement tout projet de cette nature. En effet la pérennisation et le rayonnement d'une revue de référence dépendent aussi et surtout de ses moyens financiers. Pour éviter une existence éphémère à la RERISS, il est souhaitable que les responsables de la Revue fassent d'abord un minimum de sacrifice par des cotisations à un montant supportable. Ensuite, tous les responsables et animateurs doivent souscrire à un abonnement obligatoire, ce qui signifie : à chacun son exemplaire (à un coût qui sera fixé d'un commun accord). Enfin, tous les auteurs sans exception, désireux de publier



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

doivent contribuer à une hauteur financièrement supportable aux frais d'édition de leurs travaux.

Telles sont les suggestions susceptibles d'aider les animateurs de cette revue à assurer un minimum de garantie pour sa survie.

Par notre volonté commune et notre détermination, ce projet peut devenir une réalité pour le bonheur des initiateurs, en particulier des Chercheurs et Enseignants-chercheurs de l'UFR.

Pour terminer, je tiens à remercier tous ceux qui œuvrent inlassablement chaque jour de façon désintéressée afin que ce qui était naguère un rêve devienne une réalité. Il s'agit en premier lieu de tous les membres du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales, qui constituent plus qu'une équipe de recherche, un esprit à nul autre pareil.

Il s'agit ensuite de tous les Chercheurs et Enseignants-chercheurs, membres des différents comités (Comité scientifique, Comité de lecture, Comité de rédaction, etc.).

Il s'agit encore de la Direction des Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI).

Il s'agit enfin des membres fondateurs de la RERISS, garants moraux et scientifiques de la survie de cette œuvre commune.

Merci à vous tous.

Vive la recherche à l'UFR-SHS et longue vie à la revue RERISS.

**Professeur BAHA-BI Youzan
Directeur de Publication RERISS**



Étude des rapports émigrés-familles d'origine dans les Départements d'Akoupé et d'Adzopé

GANLE Adélaïde Gouzoua, ganleade@gmail.com

Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan Côte d'Ivoire

Résumé

Cette étude se propose de décrire la nature des liens sociaux que les émigrés entretiennent avec leurs familles d'origine. Pour atteindre cet objectif, les approches quantitatives et qualitatives ont été mobilisées. L'administration directe du questionnaire ainsi que des entretiens individuels et de groupes ont été menés auprès de cinq catégories d'acteurs notamment les chefs de ménage d'émigrés, les émigrés, les autorités administratives et traditionnelles et les leaders communautaires dans les départements d'Akoupé et d'Adzopé.

Les résultats de cette étude révèlent que les émigrés de ces départements entretiennent des liens socioéconomiques transnationaux avec leurs familles d'origine. Ces liens se traduisent au plan social, par des contacts par téléphone ou via internet, des visites et la participation aux prises de décisions et au plan économique par les transferts de matériels et de fonds.

Mots clés : émigrés, famille d'origine, liens socioéconomiques, transnationalisme

Abstract

This study aimed to describe the nature of the social connections that emigrants maintain with their families of origin. To achieve this objective, both quantitative and qualitative approaches were employed. The direct administration of questionnaires as well as individual and group interviews were conducted with five categories of actors, namely the heads of emigrant households, the emigrants themselves, administrative and traditional authorities, and community leaders in the Akoupé and Adzopé departments. The results of this study revealed that emigrants from these departments maintained transnational socio-economic ties with their families of origin. These ties were manifested socially through contact via phone or internet, visits, and participation in decision-making, and economically through the transfer of materials and funds.

Keywords: *emigrants, family of origin, socio-economic connections, transnationalism*

Introduction

La Côte d'Ivoire connaît depuis 1980 une croissance du phénomène d'émigration internationale avec une intensification depuis les années 2000 (Banque mondiale, 2017a). Selon la Base de données des stocks de migrants de l'Organisation des Nations Unies, le nombre d'émigrés ivoiriens dans le monde est passé de 539 243 en 2000, à 1 055 575 en 2015 et à 1 114 003 en 2019 (DAES, 2019a).

La mise en rapport de la migration et le développement en Côte d'Ivoire révèlent que les transferts financiers de la diaspora ivoirienne ne semblent pas impacter



significativement le développement (Merabet, 2006). Selon la Banque mondiale, les transferts de fonds internationaux à destination de la Côte d'Ivoire sont passés de 120 millions de dollars américains (USD) en 2000 à 385 millions USD en 2015 (Banque Mondiale, 2017f ; 2017g). Bien que croissant, leur niveau demeure relativement faible en comparaison avec le produit intérieur brut (PIB) du pays. En 2015, ils représentaient 1 % du PIB (Banque Mondiale, 2017e). Ainsi, il ressort qu'en Côte d'Ivoire l'émigration internationale est bien présente. Ce phénomène est aujourd'hui au centre des discours politiques et médiatiques du fait de son intensification dans certains départements du pays.

Les départements d'Akoupé et d'Adzopé plus spécifiquement les villages d'Afféry, Bacon, Bassadzin et Nyan sont des exemples de zones migratoires depuis la période coloniale. En effet, le Sud-Est du pays étant une zone forestière propice à l'agriculture, l'administration coloniale à partir de 1910, a mis en place l'économie de plantations essentiellement basée sur le binôme café-cacao. Elle a donc entrepris la création de vastes plantations de café et de cacao. Les populations du Sud débordées par l'ampleur des travaux, l'administration coloniale procèdent au recrutement de la main d'œuvre chez les peuples du centre (Baoulé), des savanes et du Nord (Sénofo et malinké) et les acheminent au Sud Est du pays (Ouattara, 2014). Ce qui a favorisé le développement au plan économique et social de ces départements. Ils font partir des premiers départements à bénéficier de nombreuses infrastructures routières, éducatives et sanitaires construites par les populations rurales elles-mêmes (Dian, 1974).

Par contre, depuis les années 70, l'on observe dans ces départements, une tendance à l'émigration internationale principalement vers l'Europe. En moyenne, une famille sur trois compte au moins un émigré international. L'émigration internationale est une pratique sociale entretenue et valorisée par les familles depuis plus de 40 ans. Celles-ci mettent en place des stratégies de financement pour l'émigration de leurs membres.

Outre, l'émigration internationale induit inéluctablement à la séparation familiale. Ainsi, de notre enquête, il ressort que 42% des chefs de ménages d'émigrés sont séparés de leurs frères et/ou sœurs biologiques du fait de l'émigration de ceux-ci. Il y apparaît également, qu'une proportion de 15% des enfants d'émigrés sont séparés de leurs parents biologiques (soit le père, soit la mère ou des deux). Enfin, elle révèle que 5% des conjointes sont séparées de leurs conjoints.

Cette expérience migratoire entraîne des mutations importantes au sein des familles d'émigré. Le départ d'un émigré ayant le statut soit d'époux, de père, de frère/ sœur ou de fils/fille altère les rôles à l'intérieur des familles d'émigré. Les membres de la famille restés au village se voient dans l'obligation de cumuler plusieurs rôles. En effet, ils assurent à la fois leurs devoirs familiaux et les rôles ou charges dévolus aux membres de la famille ayant émigré. C'est le cas de la quasi-totalité des enfants d'émigrés (souvent les aîné(e)s) interviewés, ils assument désormais les responsabilités de père ou de mère.

De plus, l'émigration internationale crée des différenciations sociales entre les familles d'émigrés et celles de non-émigrés. Lors de notre enquête, une proportion de 90% des enquêtés (leaders communautaires, les familles d'émigrés et celles de non-émigrés) ont révélé l'existence de différenciation sociale entre les familles d'émigrés et celles de non-



émigrés. Cette différenciation sociale s'accroît avec l'intensification de l'émigration internationale.

Cependant, malgré le fait que l'émigration internationale crée un déséquilibre au sein de la cellule familiale et de la communauté d'origine, l'on observe une tendance à l'émigration internationale dans les familles. Dès lors, quelle est la nature des liens sociaux que les émigrés entretiennent avec leurs familles d'origine ? Ainsi, cette étude vise à décrire la nature des liens sociaux que les émigrés entretiennent avec leurs familles d'origine.

Pour atteindre cet objectif, les résultats de cette étude s'articuleront autour des liens sociaux transnationaux qui unissent les émigrés à leurs familles d'origine et des liens économiques transnationaux que les émigrés entretiennent avec leurs familles d'origine.

I- Méthodologie

La présente étude est une étude mixte réalisée dans les départements d'Adzopé et d'Adzopé spécifiquement dans les villages de Bassadzin, Nyan, Afféry et Bacon. Deux types d'approches ont été mobilisées notamment les approches quantitatives et qualitatives.

I-1. Approche quantitative

En ce qui concerne l'approche quantitative, nous avons eu recours au mode d'administration directe du questionnaire. L'outil de collectes de données mobilisé est le questionnaire. Cet outil a singulièrement été administré aux Chefs de Ménage d'Emigré (CME). L'échantillonnage a fait appel à la technique d'échantillonnage aléatoire simple, avec un échantillon total de 316 CME dont 100 à Bassadzin, 29 à Nyan, 89 Bacon et 100 à Afféry. Pour la méthode d'analyse des données, nous avons convoqué deux types d'analyses statistiques à savoir l'analyse univariée de type descriptif et l'analyse bivariée de type explicatif ou inférentiel.

I-2. Approche qualitative

L'approche qualitative quant à elle a concerné quatre catégories d'acteurs notamment les émigrés, les autorités administratives et traditionnelles et les leaders communautaires, avec lesquels 37 entretiens semi-directifs dont 33 individuels et 04 de groupes ont été réalisés. L'outil de collecte de données mobilisé a été le guide d'entretien. Dans le cadre de l'échantillonnage, nous avons privilégié la technique d'échantillonnage accidentel ou par convenance. À cette technique a été associé le principe de saturation. Quant à la méthode d'analyse, nous avons eu recours à l'analyse thématique de contenu et à la méthode comparative.

Dans le cadre de cette étude, nous avons mobilisé l'approche transnationale de la migration comme cadre théorique des relations qui existent entre les émigrés et leurs familles d'origine. Cette approche met en évidence le fait que les migrants vivant à l'étranger conservent des liens avec leur communauté d'origine et la façon dont ces liens sont maintenus.

II- Résultats

Les émigrés entretiennent des liens sociaux et socioéconomiques transnationaux avec leurs familles d'origine.

II-1. Liens sociaux transnationaux

Les liens sociaux transnationaux qui unissent les émigrés à leurs familles d'origine se traduisent par des contacts, des visites et la participation aux décisions familiales.

II-1-1. Les contacts

La quasi-totalité des émigrés maintiennent des liens avec leurs familles d'origine par le biais des contacts téléphoniques selon une proportion de 99,1 % des CME.

Tableau 01: *Fréquence des contacts téléphoniques*

Fréquence/Village	Afféry	Bacon	Bassadzin	Nyan	Total
Aucun	0,0%	0,9%	0,0%	0,0%	0,9%
Journalier	3,5%	2,5%	6,0%	0,6%	12,7%
Hebdomadaire	6,3%	9,5%	8,5%	4,4%	28,8%
Mensuel	8,5%	7,3%	11,4%	2,5%	29,7%
Trimestriel	2,5%	2,5%	1,9%	0,0%	7,0%
Semestriel	10,4%	4,7%	3,8%	1,6%	20,6%
Annuel	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%
Total	31,6%	27,5%	31,6%	9,2%	100,0%

Source : notre enquête, juin à août 2019

Dans l'ensemble des villages, le transnationalisme s'observe par une régularité des appels téléphoniques entre les émigrés et leurs familles d'origine. Cette régularité se traduit par la fréquence élevée des appels téléphones journaliers, hebdomadaires et mensuels, s'effectuant entre les émigrés et leurs familles d'origine, une proportion de 78,2% des CME. La régularité des contacts téléphoniques entre les émigrés et les membres de leurs familles restés au pays est dépendante de la nature des liens familiaux. En effet, lorsque les liens familiaux liant l'émigré au chef de ménage sont des liens de parenté en ligne directe (père et fils, grands-parents et petits-enfants) ou en ligne collatérale (frère et sœur), les liens sont plus forts et les appels téléphoniques plus réguliers. Ils le sont également lorsque le chef de ménage d'émigré est le gardien ou le gestionnaire des biens de l'émigré. Seulement 27,8% des CME ont un contact téléphonique irrégulier (trimestriel, semestriel, annuel, ...) avec les émigrés. L'irrégularité des appels téléphoniques entre les émigrés et leurs familles d'origine s'expliquerait par l'utilisation d'un autre moyen de communication notamment internet. Cette réalité est prédominante dans le village Afféry où les contacts téléphoniques entre les émigrés et les chefs de ménage s'effectuent semestriellement contrairement aux autres villages. Ainsi, avec l'avènement de l'internet, qui offre la possibilité d'effectuer des appel-vidéos et des échanges de photos à coût réduit, l'on assiste à une intensification du sentiment de proximité dans la vie quotidienne et sont un substitut à l'absence.

Lorsque les relations familiales deviennent transnationales, les émigrés et leurs familles restés au pays développent de nouvelles compétences des NTIC, qui permettent un contact plus riche. Ainsi, les parents des émigrés n'ont pas la maîtrise des nouvelles technologies développent les compétences nécessaires grâce à la force de leur envie de rester proches de leurs progénitures.

II-1-2. Les visites

A l'instar des contacts par téléphone ou via internet, les visites font partir des pratiques transnationales déployées par les émigrés pour garder le contact leurs familles et communauté d'origine.

Tableau 02: Fréquence des visites

Fréquences/villages	Afféry	Bacon	Bassadzin	Nyan	Total
1 fois par an	8,5%	3,5%	9,8%	3,5%	25,3%
2 fois par an	1,9%	7,6%	5,4%	0,6%	15,5%
tous les 2 ans	4,4%	3,5%	6,7%	1,3%	15,8%
tous les 3 ans	3,5%	2,2%	2,9%	1,3%	9,8%
tous les 4 ans	0,0%	0,0%	1,0%	0,0%	1,0%
tous les 5 ans	3,8%	2,2%	1,0%	0,6%	7,6%
Occasionnel	6,3%	6,7%	4,1%	0,3%	17,4%
Aucune	3,2%	1,9%	1,0%	1,6%	7,6%
Total	31,7%	27,5%	31,7%	9,2%	100,0%

Source : notre enquête, juin à août 2019

Le tableau-ci-dessus révèle que la quasi-totalité des émigrés effectue des visites dans le village d'origine selon 92,4 % CME. L'on remarque une fréquence régulière des visites des émigrés dans leurs familles d'origine respectivement annuelle, 2 fois par an, tous les 2 ans et 3 ans selon 66,5% des CME. Dans les villages d'Afféry, Bassadzin et de Nyan, les émigrés effectuent majoritairement une visite par année tandis que dans le village de Bacon, les visites sont principalement de 2 fois par année. La régularité des visites des émigrés à leurs familles d'origine permet la consolidation des liens sociaux transnationaux.

« Les émigrés Akyé malgré leur long séjour en Europe, n'ont jamais coupé le cordon ombilical avec leurs familles et leurs villages. Ils sont très fréquemment en contact avec leurs familles dans les villages. Ils reviennent pour des visites et ils repartent. Ces visites font vraiment la fierté de leurs familles ». P., Président de mutuelle, Afféry

Les visites des émigrés font la fierté de leurs familles d'origine. En effet, elles sont d'une part, la matérialisation de la solidité des liens qui les unies nonobstant l'éloignement. Elles constituent d'autre part, l'occasion pour les familles d'émigrés de montrer ostensiblement à toute la communauté d'origine, la venue d'un des leurs de l'Europe.

Seulement une proportion de 7,6 % des CME affirme n'avoir reçu aucune visite des émigrés de leurs familles depuis leur départ. Ce fait s'expliquerait par la difficulté d'obtention de documents légaux permettant l'acquisition du statut de résident permanent, de même que la difficulté d'acquisition de la nationalité des pays d'accueil.

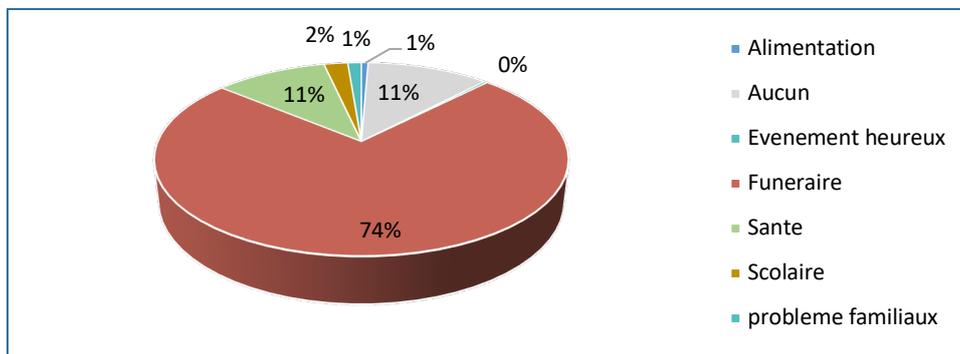
En l'absence de ces documents, venir visiter sa famille et sa communauté d'origine serait prendre le risque de ne probablement plus retourner dans le pays d'accueil.

II-1-3. La participation aux prises de décisions familiales

La participation aux prises de décisions familiales est une pratique transnationale par laquelle les émigrés conservent les liens sociaux avec leurs familles d'origine en dépit de l'éloignement.

Une proportion majoritaire des CME (89 %) révèle la participation massive des émigrés aux décisions familiales tandis qu'une faible proportion (11 %) affirme le contraire.

Graphique 03: Type de décision familiale



Source : notre enquête, juin à août 2019

Cette participation massive des émigrés aux prises de décisions dans leurs familles d'origine est liée au capital économique dont ils disposent. En effet, ils ne sont associés qu'aux prises de décisions économiques nécessitant leurs contributions financières. Ces décisions sont relatives aux besoins sociaux de base mais principalement aux funérailles avec une prédominance à Afféry suivi de Bacon et de Bassadzin.

« C'est quand il y a décès dans la famille on l'informe, soit elle nous donne un peu d'argent. Quand elle doit envoyer beaucoup d'argent c'est elle qui décide du jour de l'enterrement » P., Leader de jeunes, Bacon

Cette participation massive des émigrés aux prises de décision funéraires, est imputable à l'importance capitale accordée à la commémoration des défunts, à travers l'organisation de funérailles grandioses dans le pays Akyé. Vu l'importance des dépenses à effectuer, l'apport financier de l'émigré est impératif. Ainsi, lorsque cet apport est conséquent, l'émigré peut parfois décider de la date des obsèques.

La participation des émigrés aux prises de décisions familiales montre d'une part la force des liens unissant les émigrés à leurs familles d'origine, d'autre part, l'attachement des émigrés à leurs familles.

Dans les villages d'Afféry, Bacon, Bassadzin et Nyan, les émigrés participent aux prises de décisions familiales soit en tant que décideurs principaux, décideurs associés ou décideurs économiques.

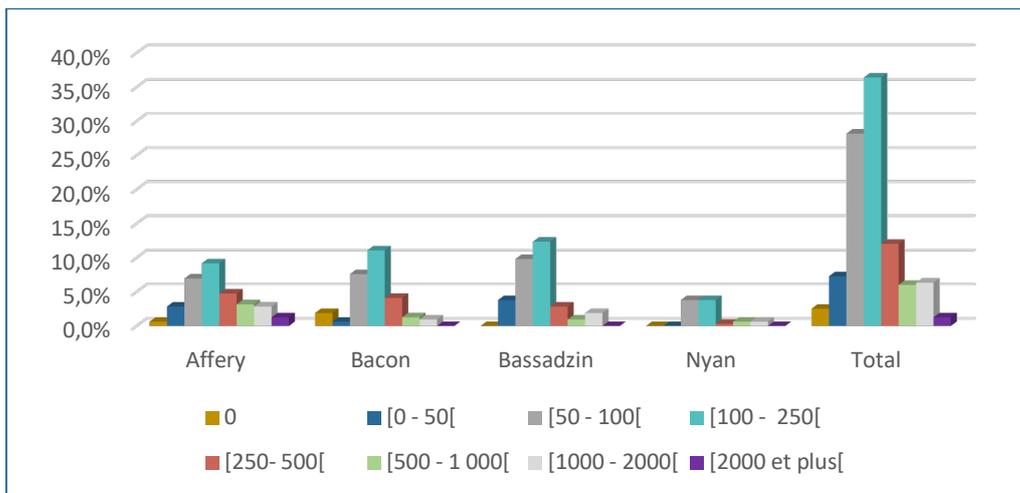
II-2. Liens économiques transnationaux existant entre les émigrés et leurs familles d'origine

Les liens économiques transnationaux que les émigrés entretiennent avec leurs familles d'origine se traduisent par les transferts de fonds et les apports matériels.

II-2-1. Les transferts de fonds

Les émigrés transfèrent des fonds à leurs familles restées au village. Le graphique ci-dessous présente les montants transférés par les émigrés à leurs familles d'origine.

Graphique 1 : Montants des transferts



Source : notre enquête, juin à août 2019

Les émigrés transfèrent des fonds considérables à leurs familles restées au village. Les montants transférés par les émigrés varient de moins de 50 000 FCFA à plus de 2 000 000 FCFA. La somme fréquemment transférée par les émigrés à leurs familles oscille entre 100 000 FCFA et 250 000 FCFA selon 36,4 % des CME, suivie de 50 000 FCFA et 100 000 FCFA selon 28,2 %. Les montants les moins transférés varient entre 2 000 000 et plus.

Cette tendance générale est observée dans chacun des villages d’Afféry, Bassadzin, Bacon et de Nyan. Ces transferts de fonds des émigrés résultent d’un comportement altruiste ou de solidarité intrafamiliale, en d’autres termes du souci qu’ont les émigrés du bien-être de leurs familles d’origine. En effet, les émigrés éprouvent de la satisfaction à l’idée du bien-être de leurs parents. Les montants élevés ne sont transférés que dans le cadre de l’organisation de funérailles de parents proches des émigrés notamment des parents biologiques ou des frères et sœurs.

II-2-2. Fréquences des transferts de fonds

Les transferts de fonds des émigrés à leurs familles s’effectuent majoritairement façon irrégulière. Le tableau suivant présente les fréquences des transferts de fonds de ces derniers.

Tableau 1 : Fréquence des transferts de fonds

	Afféry	Bacon	Bassadzin	Nyan	Total
Au moins une fois par an	19,3%	19,6%	17,1%	2,5%	58,5%
Au moins une fois par semestre	2,5%	0,6%	2,8%	1,9%	7,9%
Au moins une fois par trimestre	0,3%	1,6%	5,7%	1,9%	9,5%
Au moins une fois par mois	7,0%	3,8%	6,0%	2,2%	19,0%
Autres	1,3%	0,0%	0,0%	0,6%	5,1%
Total	31,6%	27,5%	31,6%	9,2%	100,0%

Source : notre enquête, juin à août 2019

Selon une proportion de 58,5% CME, la majorité des émigrés effectuent des transferts de fonds de façon annuelle. Cette fréquence annuelle se justifie par le fait que les transferts de fonds s'effectuent majoritairement pour l'organisation des funérailles des membres défunt des familles d'émigrés.

Par contre 28,5% des CME affirment recevoir régulièrement les transferts de fonds des émigrés à des fréquences mensuelles, trimestrielles et semestrielles. Cette régularité des transferts s'explique par la présence des parents biologiques des émigrés ou de vieillards de la famille au village. L'argent transféré sert ainsi à la satisfaction des besoins de base de ces derniers. Ces transferts de fonds sont quelque sorte le remboursement de la dette familiale lié au financement des études émigrés ou de leur émigration.

II-2-3. Les apports matériels

D'une manière générale, les émigrés transfèrent peu de matériels à leurs familles. En effet, selon plus de la moitié des CME soit 56,6%, les émigrés ne transfèrent aucun matériel à leurs familles. Cependant, les types de matériels principalement transférés sont respectivement les vêtements, les appareils électroménagers et électroniques. Ils permettent la consolidation des liens existants entre les émigrés et leurs familles d'origine. Dans tous les villages, les vêtements sont les premiers matériels transférés par les émigrés suivis des appareils électroménagers.

III- Discussion

Nos résultats ont premièrement révélé que les liens sociaux transnationaux qui unissent les émigrés à leurs familles d'origine se traduisent par une régularité des contacts téléphoniques, des visites et de la participation aux prises de décisions nécessitant leurs apports financiers. Selon la théorie transnationale, la régularité de ces contacts téléphoniques et via internet permet l'intensification des liens existant entre émigrés et leurs familles d'origine, au-delà des frontières nationales (Glick-Schiller et al, 1992).

C'est dans ce même ordre d'idée qu'Audebert (2004) montre que la régularité des contacts téléphoniques entre les émigrés et leurs familles varie selon la nature des liens familiaux et les nécessités économiques des membres. Il en est de même pour Dorais (2004) et Parreñas (2005) pour lesquels les familles transnationales maintiennent des contacts réguliers à travers les appels téléphoniques, les faisant ressentir encore plus



proches des parents aux moments les plus importants. En outre, Wilding (2006) et Gallant et Friche (2010) révèlent qu'internet permet une intensification de la communication et par ricochet une augmentation des sentiments de proximité entre les émigrés et leur communauté d'origine. Cependant Ambrosini (2008) révèle que la réticence et l'insécurité de la communication à distance auraient tendance à diminuer la proximité entre les émigrés et leurs familles d'origine.

Ensuite, Le transnationalisme se traduit également par des visites régulières des émigrés dans leurs familles d'origine, dans une logique migratoire destinée à maintenir les liens sociaux avec celles-ci. En référence à la théorie transnationale, les visites des émigrés dans leur communauté d'origine constituent un moyen de préservations et d'intensification des liens qui les unissent à leurs familles d'origine (Glick-Schiller et al, 1992).

Ce résultat est soutenu par Lacroix, Sall et Salzbrunn (2008) et Kriaa (2013) qui mettent en exergue la préservation et le renforcement des liens sociaux et émotionnels des émigrés avec le pays d'origine à travers les visites dans leurs familles d'origine.

Aussi, la participation massive des émigrés aux prises de décisions familiales est une pratique transnationale par laquelle les émigrés conservent les liens sociaux avec leurs familles d'origine en dépit de l'éloignement. Cependant, la participation des émigrés aux prises de décisions familiale est très peu abordée dans littérature. De plus, la théorie transnationale ne tient pas compte de cette pratique transnationale dans l'explication du phénomène migratoire.

En outre, les émigrés entretiennent des liens transnationaux économiques avec leurs familles d'origine à travers les transferts de fonds et de matériels, dont le but est la solidarité intrafamiliale et le bien-être de leurs familles d'origine. Selon la théorie transnationale, les envois de biens matériels des émigrés à leurs familles d'origine permettent le maintien des liens transnationaux (Glick-Schiller et al, 1992).

Enfin, les résultats des travaux de Dorais (*op.cit.*), Wanner (2008), Fleury (2011) et Lacroix (2018) convergent vers les nôtres pour spécifier que les transferts de fonds et de matériels des émigrés s'inscrivent dans une logique de bien-être et d'altruisme à l'égard de leurs proches. De plus, ces transferts sont dynamiques parce que les relations entre les émigrés et leurs familles d'origine le sont.

Conclusion

Les résultats de cette étude révèlent que les émigrés des départements d'Akoupé et d'Adzopé entretiennent des liens transnationaux socioéconomiques avec leurs familles d'origine. Ces liens se traduisent au niveau social par les contacts téléphoniques ou via internet. Ils se traduisent également par des visites régulières des émigrés à leurs familles d'origine et par leur participation aux prises de décisions familiales. Au niveau économique, ces liens sont maintenus à travers des transferts de matériels et de fonds, plus ou moins réguliers pour la satisfaction des besoins de bases et l'organisation des funérailles des membres défunts de leurs familles.

Bibliographie

Ambrosini, M. (2008). Séparées et réunies : familles migrantes et liens transnationaux. *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 24 – n° 3.



- Audebert, C. (2004). Immigration et insertion urbaine en Floride : le rôle de la famille transnationale haïtienne. *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 20 – n° 3, 18p.
- Banque Mondiale (2017). Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook. *Migration and Development Brief*, No. 28, World Bank, Washington, DC.
- DAES (2019). *International Migrant Stock 2019*. Division de la population du DAES, New York.
- Dorais, L.-J. (2004). À propos de migrations transnationales : l'exemple de Canadiens d'origine vietnamienne. *Revue européenne des migrations internationales* vol. 20 – n° 3, p23.
- Fleury C. (2011). Transferts financiers intergénérationnels et cohésion sociale: le cas des familles transnationales. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 27, n°3, 57-81
- Gallant, N. & Friche, C. (2010). Être ici et là-bas tout à la fois : réseaux sociaux en ligne et espaces d'appartenance chez les jeunes immigrants au Québec. *Lien social et Politiques*, (64), 113-124.
- Glick-Schiller, N., Basch, L. and Blanc-Szanton, C. (1992). Towards a transnationalization of migration: Race, class, ethnicity and nationalism reconsidered. *The Annals of the New York Academy of Sciences*, 645, 1-24.
- Lacroix, T. (2018). *Le Transnationalisme : Espace, Temps, Politique*. Géographie. Université de Paris Est, Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches.
- Merabet, O. (2006). Étude sur le profil migratoire de la Côte d'Ivoire. Civipol/transtec, p96.
- Parreñas, R. S. (2005). Children of global migration. Transnational families and gendered woes, Stanford (Calif.). *Stanford University Press*, 224p.
- Portes, A. (2003). Conclusion: Theoretical Convergencies and Empirical Evidence in the Study of Immigrant Transnationalism. *International Migration Review*, 37(3), 874-892.
- Portes, A., Guarnizo, L. E., & Landolt, P. (1999). The study of transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field. *Ethnic and Racial Studies*, 22(2), 217-237.
- Wanner, P. (2008). L'apport des migrants au développement : une perspective économique. *Annuaire suisse de politique de développement*, vol. 27, No. 2, 10p.
- Wilding, R. (2006). Virtual intimacies: family communications across transnational borders. *Global Networks*, 6(2), 125-142.